

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 Metz

Metz, le 15/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGC GLASS SEINGBOUSE

Parc d'activités Districal
Mégazone Moselle Est
57455 Seingbouse

Références : FR0000000000000517
Code AIOT : 0006204851

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement AGC GLASS SEINGBOUSE implanté Parc d'activités Districal Mégazone Moselle Est 57455 Seingbouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGC GLASS SEINGBOUSE
- Parc d'activités Districal Mégazone Moselle Est 57455 Seingbouse
- Code AIOT : 0006204851
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AGC Interpane Glass France SAS est notamment autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-413 modifié du 22 décembre 2000 à exploiter un four verrier sur la commune de Seingbouse avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour. La capacité de production de l'installation la soumet au Système d'Echange des Quotas d'Emissions de CO2 (SEQE).

A ce titre, l'exploitant doit déclarer chaque année ses émissions de CO2 et ses niveaux d'activité de l'année précédente. Ces déclarations sont effectuées sur la base d'un Plan de Surveillance des

émissions (PDS) et d'un Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité (PMS) approuvés par le préfet.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	fréquence d'analyse	Règlement européen du 19/12/2018, article 35.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	cohérence de la demande de	Règlement européen du 19/12/2018, article 7	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	dérogation			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	appareils de mesure pour la surveillance des émissions	Règlement européen du 19/12/2018, article 8	Sans objet
2	appareils de mesure pour la détermination des niveaux d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 71.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de fournir des explications sur les méthodes de calculs pour la détermination des teneurs en carbonate des matières premières. Il lui est également demandé de mettre à jour les demandes de dérogation associées au plan méthodologique de surveillance et au plan de surveillance en prenant en compte les modifications de la réglementation et de nouvelles durées d'amortissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : appareils de mesure pour la surveillance des émissions

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Intégrité de la méthode et de la déclaration des émissions
Prescription contrôlée : La surveillance et la déclaration des émissions visent le degré de précision le plus élevé possible, sauf si cela n'est pas techniquement réalisable ou entraînerait des coûts excessifs.
Constats : Le calcaire, la dolomie et le carbonate de sodium sont des sources de CO ₂ , une fois exposée à la cuisson du four de la ligne de production. Les quantités consommées de ces matières premières doivent être déclarées dans les déclarations d'émission. Dans le but de déterminer la quantité de calcaire, de dolomie et de carbonate de sodium, l'exploitant utilise les données de mesure de deux balances. L'exploitant a transmis les rapports des contrôles métrologiques hebdomadaires effectués en interne pour l'année 2023. D'après ces rapports, des opérations de recalibrage ont été menées durant l'année. Les contrôles métrologiques ayant lieu la semaine suivant les recalibrages sont tous réputés conformes. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la procédure de test des pesons des balances et la procédure de calibration. Les tests pesons sont effectués trois fois et leurs résultats sont consignés sous format papier. Les opérations de contrôle métrologique et de calibration sont revus tous les mois par le service qualité. Aucune non-conformité n'a été constatée sur le contrôle métrologique des balances.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : appareils de mesure pour la détermination des niveaux d'activité

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 71.
Thème(s) : Risques chroniques, Principe de surveillance
Prescription contrôlée : Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.
Constats : La chaleur mesurable éligible à des allocations de quotas gratuits est déclarée dans les déclarations de niveau d'activité. L'exploitant ne mesure pas la chaleur directement en sortie de chaudière à cause du coût excessif que représenterait l'installation d'un compteur de chaleur. Conformément à son plan méthodologique de surveillance (PMS), il utilise le rendement de la chaudière productrice de cette chaleur et les quantités de gaz consommées. Selon le PMS ce rendement est calculé tous les trimestres par un organisme accrédité. L'exploitant a pu transmettre les rapports trimestriels pour l'année 2023 dans lesquels figurent les calculs du rendement de la chaudière. Les rapports font mention de l'accréditation de l'organisme. Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : fréquence d'analyse

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 35.1
Thème(s) : Risques chroniques, fréquences des analyses
Prescription contrôlée : L'exploitant applique les fréquences d'analyse minimales indiquées à l'annexe VII pour les différents combustibles et matières.
Constats : Les matières premières consommées dans l'installation, contiennent des carbonates sources de CO ₂ une fois introduits dans le four de la ligne de production. Pour déterminer la quantité de CO ₂ émise par la matière première, l'exploitant doit connaître leur teneur en carbonate. L'exploitant a transmis les rapports d'analyses trimestriels sur le carbonate de sodium, la dolomie et le calcaire pour l'année 2023. Les rapports font mention de teneur en carbonate calculées. L'exploitant n'a pu apporter d'explication quant au calcul effectué par le laboratoire d'analyse prestataire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'apporter des explications quant à la méthode utilisée par son prestataire pour déterminer la teneur de carbonate dans les matières analysées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : cohérence de la demande de dérogation

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, dérogations sur les données d'activité
Prescription contrôlée : 1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants [...] utilisent

des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.

2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie:

a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible

b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs;

Constats :

Constats :

Comme expliqué au point 2, la chaleur mesurable éligible à quotas gratuits est déterminée directement à partir du rendement de la chaudière productrice et de la quantité de gaz consommée. La chaleur éligible correspond à la chaleur consommée dans l'installation. Pour assimiler la chaleur produite et la chaleur consommée, les pertes de chaleur qui surviennent durant l'acheminement de cette chaleur doivent être considérées négligeables.

Il a été constaté qu'une distance comprise entre 5 à 10 m sépare l'autoclave consommatrice de la chaleur et la chaudière. Les conduits de chaleur sont à l'intérieur du bâtiment qui est lui-même chauffé. L'hypothèse de pertes de chaleur négligeables semble cohérente avec la réalité de l'installation.

L'exploitant touche des allocations de quotas gratuits en déclarant le tonnage de verre plat produit. La production de l'installation est quantifiée par l'exploitant en surface de verre. L'exploitant a déposé une demande dérogation pour déterminer le tonnage produit à partir de la surface de verre produit et d'un poids de référence. Lors de l'inspection, le mode opératoire de détermination de ce poids a été décrit. Ce poids de référence est ajusté toutes les deux heures à partir de la pesée d'un échantillon de produit. La remontée des données dans le système informatique et leur agrégation sur l'année a également été décrit. Les explications qui ont été données sont cohérentes avec la demande de dérogation formulée par l'exploitant.

L'exploitant a estimé une durée de 5 ans d'amortissement des compteurs gaz et chaleur dans les calculs pour la justification des coûts excessifs des demandes de dérogation considérant la rudesse des conditions d'utilisation. L'environnement des appareils qui a été constaté pendant l'inspection et leur fonctionnement continu ne justifient pas la durée de 5 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La publication à venir d'une modification du règlement 2019/331 de la Commission européenne, modifie les modalités de calcul pour la justification des coûts excessifs. D'autre part, comme il l'est expliqué plus haut, la durée d'amortissement des compteurs n'est pas adaptée aux conditions d'utilisation. Il est donc demandé à l'exploitant de fournir avec la prochaine version du plan méthodologique de surveillance, les calculs des dérogations pour coûts excessifs mis à jour avec de nouvelles durées d'amortissement et conformes au règlement modifié précité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois